

Gardiens des mémoires: deux descendants de colon et de fellaga racontent leur Algérie et la guerre

Nés tous deux en Algérie dans des familles d'origine différente, Bachir Dahak et Christiane Roumégous interviennent ensemble dans des établissements scolaires pour raconter leur enfance pendant la guerre d'Algérie. Un récit de leur histoire personnelle heurtée par la grande Histoire, qui permet aux jeunes générations de mieux comprendre les origines du conflit et son déroulé, mais aussi d'entretenir et de transmettre la mémoire de cette période.

Ils sont nés avec la guerre qui débute en 1954 et avaient tous les deux 8 ans lors des accords d'Evian qui ont scellé l'indépendance de l'Algérie en 1962. Avant la guerre, ni l'un ni l'autre n'avait jamais mis les pieds en métropole. L'Algérie était leur "pays". Ils y ont vécu les dernières années de la colonisation. Mais leurs mondes étaient différents: maghrébin musulman, Bachir Dahak n'avait pas les mêmes droits que la chrétienne Christiane Roumégous, issue d'une famille de petits colons européens.

Aujourd'hui docteur en Droit et professeur à Sciences Po et à l'Université de Montpellier, Bachir Dahak raconte: *«pendant près de cent ans, les Algériens n'ont pas été reconnus comme citoyens français. Ils étaient soumis au code de l'Indigénat depuis 1875. En 1936, lorsque Léon Blum et Maurice Viollette ont déposé un projet de loi visant à faire accéder 20 à 25000 musulmans à cette citoyenneté et au droit de vote qui allait avec, ils se sont heurtés au lobby colonial»*. Précisons aussi qu'une partie des musulmans y était hostiles car ils y voyaient une tentative pour diviser les Algériens. La priorité de ces derniers était d'obtenir l'indépendance et de se défaire du joug colonial.

Colonialistes contre anti-coloniaux

Le père de Bachir Dahak, militant du FLN, le Front de Libération Nationale, avait choisi ce camp-là. Ce qui lui a valu d'être arrêté plusieurs fois en 1958 et fin 1960 et torturé pour avoir convoyé des médicaments dans les maquis indépendantistes.

Mais le petit Bachir ne voyait pas les choses de façon aussi manichéenne. Il souligne l'humanité de nombreux Français et le fait que certains avaient même pris fait et cause pour le peuple algérien. Il cite Fernand Iveton, militant communiste et anticolonialiste rallié au FLN, guillotiné en 1957 pour une tentative de sabotage.

Pour Bachir Dahak, cet exemple montre que la guerre d'Algérie n'était pas une guerre entre Français et Algériens, mais *«entre ceux qui veulent le colonialisme et ceux qui n'en veulent pas. Il n'y avait aucune haine entre les peuples, d'ailleurs les Harkis voulaient rester Français et se battaient aux côtés de Français»*. Il souligne notamment que les appelés du contingent (les jeunes Français en service militaire envoyés combattre en Algérie) ne torturaient pas les prisonniers et rejetaient cette pratique, contrairement à certains militaires de carrière aux méthodes sans scrupule. Des appelés qui lui permettaient d'aller voir son père en prison. *«Des gens ont été tués, mais la majorité voulait vivre en paix»* assure-t-il.

Des Européens pris entre deux feux

Le père de Christiane Roumégous était aussi de ces colons qui œuvraient pour améliorer le quotidien et réformer le statut des Algériens. Il était pourtant lui-même fils d'un *«colon raciste envers les Arabes»*, raconte-t-elle. Il rompt avec sa famille, se marie avec la fille d'un couple d'ouvriers agricoles espagnols émigrés en Algérie. Et devient instituteur, puis directeur d'école dans un petit village au milieu des années 1950. Christiane Roumégous se souvient qu'il n'y avait *«qu'une école, une épicerie, la mairie et seulement quatre familles européennes»*. Socialiste convaincu, Alain

Roumigous parle l'Arabe et devient maire de la commune. Il instaure la gratuité à la cantine pour les élèves algériens. Il gagne la confiance des autochtones mais la violence rode.

Aux alentours, des fermes coloniales sont incendiées, onze colons sont assassinés par les rebelles de FLN, dit alors les fellagas.

En 1957, une salle de classe est réquisitionnée pour servir de salle de torture. Le climat de peur a marqué l'enfant qu'elle était. L'OAS («Organisation de l'Armée Secrète» terroriste et partisane de l'Algérie française) place Alain Roumigous sur sa liste des personnes à éliminer. Il doit fuir en métropole. Pendant ce temps, en mars 1962, une attaque a lieu dans le village à côté de l'école, d'où la petite Christiane voit «les jets de grenades, les coups de feu». Sa petite sœur demande à leur mère: «*est-ce qu'on va mourir maman?*»

La famille se réfugie dans le sud de la France après une étape à Oran où la mère de famille tient tête à des membres de l'OAS qui menacent de l'arrêter. Finalement, les Roumigous retournent en Algérie, qu'ils considèrent comme leur pays, après l'indépendance. Le coup d'État de 1965 les feront définitivement opter pour la France.

Des militants de la mémoire

Bachir Dahak regrette qu'aujourd'hui encore, ce soit une guerre «*dont on ne parle pas, silencieuse et invisible, et donc incompréhensible*». Pour entretenir et transmettre cette mémoire, Bachir Dahak agit au sein de l'association «Coup de soleil», qui regroupe des gens ayant un lien avec le Maghreb. Le père de Christiane Roumigous, lui, avait choisi, jusqu'à sa mort en 2014, d'œuvrer auprès de l'association des «amis de Max Marchand», de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons, six inspecteurs de l'Éducation nationale assassinés en 1962 en Algérie pour leur engagement en faveur des écoliers algériens.

Leurs témoignages permettent de comprendre le climat qui régnait à l'époque en Algérie, avant et pendant la guerre. Ils aident aussi à cerner les raisons du conflit et pourquoi cette mémoire est encore aujourd'hui si douloureuse. Mais ces deux témoins tentent par leurs actes d'apaiser les mémoires plurielles de cette guerre.